

Croyez-vous que ces gens sont tout simplement disparus, qu'ils se sont transformés en statistiques? Ils ont fait faillite et fermé leurs portes.

● (1710)

Savez-vous où sont tous ces gens aujourd'hui? Ils sont encore là. Ils ne veulent pas voir le gouvernement répéter cet exploit. En fait, si les sénateurs croient que nous sommes en difficulté à cause de la Constitution et de questions semblables, ils n'ont rien vu encore. Si le gouvernement songe à se lancer délibérément dans une politique monétaire semblable à la dernière et à causer autant de faillites et autant d'affliction chez de si nombreux Canadiens, je l'avertis que nous connaissons au Canada des périodes de difficultés sans précédent.

Nous devrions maintenant assister à un changement. Il semble que nous soyons en pleine crise constitutionnelle et que celle-ci soit néfaste pour l'économie. À présent, il y a l'entente de Charlottetown. Les Canadiens de l'Ouest, et particulièrement ceux de ma province, croient qu'ils se sont fait avoir. Notre situation est même pire qu'avant. Rien d'important n'a été réglé durant cette crise constitutionnelle; rien n'a été fait au sujet de la fédération canadienne et de la libéralisation du commerce et des déplacements entre les provinces.

Où y a-t-il crise? On sait que le Québec et l'Ontario obtiennent environ 36 députés de plus aux Communes, ce qui n'est pas le cas de l'Ouest, en particulier l'Alberta et la Colombie-Britannique. L'accord nous place donc dans une situation pire qu'avant. Nous subissons un net recul sur le plan de notre influence au Parlement.

Au cas où certains l'ignoraient, M. Getty a démissionné quelques jours après son retour en Alberta. Voulez-vous savoir pourquoi, honorables sénateurs? Je me suis entretenu avec certaines personnes à Edmonton. M. Getty s'est rendu à une réunion de son caucus et ses députés lui ont dit: «Nous ne voulons pas de cette entente, vous nous avez laissés tomber. Bourassa a probablement eu le dessus sur vous durant les négociations.» J'ignore ce qui s'est passé, mais je sais que l'Alberta se retrouve affaiblie, mais, M. Getty est revenu en se vantant d'avoir obtenu le Sénat triple-E, et en disant qu'il y aurait désormais un équilibre entre les régions.

Honorables sénateurs, M. Getty a pu se rendre compte rapidement que les Albertains ne sont pas si stupides. Il a beau dire que l'Alberta se trouve maintenant plus forte, ce ne sera pas le cas. En fait, elle se retrouvera plus faible qu'avant.

Vous devriez, honorables sénateurs, réfléchir à cela. L'Ouest a quelque peu grandi depuis les débuts de la Confédération en 1867. Pourtant, on n'a jamais apporté, depuis, aucun changement pour reconnaître les intérêts des régions ou Canada.

Si nous approuvons l'entente, nous nous retrouverons aux prises avec le même problème qu'avant, à savoir que la Constitution ne pourra pas être modifiée à cause de la formule de modification. Or, l'entente contient cette formule, et il deviendra par conséquent impossible de modifier une institution fédérale sans le consentement unanime de toutes les provinces. Les gens de l'Ouest n'aiment pas cela. D'ailleurs, ils en veulent au premier ministre Getty d'avoir négocié une pareille entente.

[Le sénateur Olson.]

Lorsqu'il est venu dans l'Ouest, M. Clark a déclaré: «L'entente n'est pas parfaite, mais nous y avons travaillé durement et longtemps. C'était probablement ce que nous pouvions obtenir de mieux.» Secouant un peu le poing, il a ajouté: «Vous feriez bien de voter »oui«, sinon...». Sinon quoi, honorables sénateurs? Que signifie ce «sinon»? Sinon ce pourrait être la fin du Canada? Si ce genre de marché de dupes doit se poursuivre au détriment de l'Ouest, je ne suis pas certain que les Canadiens de l'Ouest veuillent encore du Canada.

Le sénateur Murray: Je rappelle à l'honorable sénateur que son interpellation est sensée porter sur l'économie, et en particulier sur la politique monétaire. Il a donné avis plus tôt aujourd'hui de son interpellation concernant la Constitution. Je croyais avoir compris qu'il prendrait la parole à ce sujet jeudi.

Le sénateur Olson: C'est notre dernière chance de sauver le Canada, est venu dire l'honorable Joe Clark dans l'ouest du Canada. Savez-vous ce qu'il a dit encore? Il a dit que nous devons régler cette affaire constitutionnelle afin de pouvoir nous occuper de l'économie. Ne peut-on pas marcher en mâchant du chewing gum? Ne peut-on pas s'occuper de l'économie tout en essayant d'arranger la Constitution?

Le sénateur Murray: C'est ce que nous faisons.

Le sénateur Olson: C'est le genre de foutaises que les dirigeants du gouvernement actuel vont propager à la grandeur de l'Alberta.

Les Albertains commencent à en avoir par-dessus la tête. Je me suis entretenu avec un tas de gens, là-bas, au cours du week-end. Mon téléphone ne déroutait pas. Je me moque de savoir qui est au pouvoir; je sais que ces gens-là brûlent, bouillent de colère. Pour représenter l'Alberta, il y a l'ancien secrétaire d'État aux Affaires extérieures et actuel ministre responsable des Affaires constitutionnelles, l'honorable Joe Clark, le ministre des Finances, l'honorable Don Mazankowski, et le leader parlementaire, M. Harvie Andre, qui occupent tous des postes supérieurs au sein du gouvernement. Et pourtant, l'Alberta se fait railler à cause de ce qu'ils font—quel beau pays nous avons!

Le sénateur Murray: Allez-vous voter «non» au référendum?

Le sénateur Olson: Je suis tenté de voter «non» et je pourrais inciter tout le monde à faire de même. Je crois que l'entente est néfaste pour le Canada.

Son Honneur le Président suppléant: Honorables sénateurs, je tiens à informer le sénateur que le temps mis à sa disposition est désormais expiré.

Le sénateur Olson: Honorables sénateurs, je demande quelques minutes de plus seulement pour terminer mes observations.

Son Honneur le Président suppléant: Est-on d'accord?

Des voix: D'accord.

Le sénateur Olson: Tout le monde reconnaît que cette entente constitutionnelle n'est pas parfaite. Ce qu'on veut dire, en fait, c'est qu'elle ne vaut rien pour personne.